



## Candidat à la tête de la BCE, Mario Draghi fait bon effet aux députés européens

Mario Draghi était auditionné par les députés européens de la commission des affaires économiques et monétaires le 14 juin. Il est en effet pressenti pour succéder à Jean-Claude Trichet à la tête de la Banque centrale européenne. Ses compétences ont été largement appréciées par les députés et une grande majorité a soutenu sa candidature. Quelques-uns ont néanmoins rappelé qu'il a travaillé pour la banque américaine d'investissement Goldman Sachs, critiquée pour son comportement dans la crise.

Les banquiers centraux doivent réfléchir à ce qu'ils disent car leurs paroles ont un effet immédiat sur les marchés financiers. Mario Draghi a prouvé qu'il savait peser ses mots face aux députés européens, mais a néanmoins clairement affiché ses positions.

### Grèce : yes we can!

Interrogé sur la situation inquiétante de la Grèce, il a rappelé ce qui s'était passé en Italie au début des années 1990. « *L'Italie était dans une situation bien plus inquiétante que la Grèce ou le Portugal aujourd'hui, mais elle a su se réformer et en sortir la tête haute* », a-t-il expliqué, confiant dans le fait que la Grèce pourrait suivre la même voie. « *Il faut avoir confiance* », a-t-il insisté.

Le scénario catastrophe serait une défaillance de l'Etat grec. « *On ne sait pas comment gérer la banqueroute d'un Etat* », a-t-il confié, « *mais les coûts l'emporteront certainement sur les bénéfices* ».

### Réformer la gouvernance économique

Eviter la faillite d'un Etat est cependant plus politique que monétaire, selon lui. Les mesures d'urgence mises en place par la Banque centrale européenne (BCE) ne peuvent être que temporaires et un mécanisme de gouvernance économique, tel que demandé par le Parlement, lui semble nécessaire. « *La crise des finances publiques en Europe est un réel test de la volonté politique d'intégrer les politiques fiscales* », a-t-il précisé.

L'Italien a insisté sur la supervision financière, laissant de côté l'idée d'un ministre des finances européen ou d'Eurobonds. Il a reconnu que l'assouplissement du pacte de stabilité et de croissance il y a cinq ans avait été une erreur et que des sanctions automatiques étaient nécessaires. En cela, il a rejoint la position adoptée par le Parlement européen.

### Combattre l'inflation

Sous sa présidence, Mario Draghi souhaite que le premier combat de la BCE soit contre l'inflation : « *Même la faillite d'un Etat ne pourrait faire dévier la BCE de son objectif de maintenir la stabilité des prix* ».

Certains députés ont critiqué les activités passées de l'Italien auprès de la Banque Goldman Sachs, craignant que cela ne ternisse sa réputation en tant qu'autorité indépendant de la zone euro. Il s'est défendu de n'avoir jamais travaillé avec des gouvernements et a affirmé avoir été l'un des premiers à mettre en garde contre les risques exagérés des marchés financiers et de l'immobilier.

# Article

*« Mario Draghi a montré de grandes compétences lors de l'audition et a obtenu le large soutien de la commission parlementaire des affaires économiques et monétaires. Je suis très heureuse de transmettre une recommandation positive pour la prochaine plénière (au cours de laquelle l'ensemble du Parlement votera sur sa candidature, ndlr) et j'attends de pouvoir travailler avec lui », s'est réjouie la présidente de la commission, la Britannique Sharon Bowles (Libéraux et démocrates).*